

PRÉFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES
COLLECTIVITÉS ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE

SERVICE DU
DEVELOPPEMENT
DURABLE

ARRETE n° PREF-DCDD-2008-0387
du 29 juillet 2008
portant prescriptions complémentaires applicables à la Société SITA CENTRE EST
et concernant l'installation de stockage de déchets non dangereux
dite de « MONTJALIN »
située sur la commune de SAUVIGNY LE BOIS au lieudit « Les Prés Cadioux »

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment son titre 1^{er} du Livre V, prévention des pollutions, des risques et des nuisances » ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;
- VU l'arrêté préfectoral D1-79-170 du 20 mars 1979 autorisant la création et l'exploitation d'une décharge contrôlée à SAUVIGNY LE BOIS Hameau de MONTJALIN par la Société ORDURES SERVICE ;
- VU l'arrêté préfectoral D1-83-34 du 19 janvier 1983 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté du 20 mars 1979 ;
- VU l'arrêté préfectoral DCLA-B1-1991-222 du 30 décembre 1991 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté du 20 mars 1979 modifié autorisant l'exploitation par la Société SIMAT d'une décharge contrôlée d'ordures ménagères et de résidus urbains au Hameau de MONTJALIN sur le territoire de la commune de SAUVIGNY LE BOIS ;
- VU l'arrêté préfectoral DCLD-B1 n° 1993-176 du 23 août 1993 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté du 20 mars 1979 modifié ;
- VU l'arrêté préfectoral DCLD-B1-1998-105 du 07 mai 1998 autorisant M. le Directeur de la Société ECOSPACE à exploiter pour une période de 6 mois, une station de transit pour déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de SAUVIGNY LE BOIS ;
- VU le récépissé de mutation délivré, au profit de la Société SITA CENTRE EST, le 08 avril 2002 ;

- VU le dossier de mise en conformité avec l'arrêté ministériel du 09 septembre 1997, qui réglemente l'activité décharges, établi en mai 1998 par le Cabinet GEOMETRA CONSEIL ;
- VU le dossier préalable au dossier de cessation d'activité établi en juillet 1999 par le Cabinet GEOMETRA CONSEIL ;
- VU le mémoire sur l'état du site établi en juin 2005 par le Cabinet CADET INTERNATIONAL ;
- VU les constatations effectuées lors de la visite d'inspection du site en date du 15 février 2008 et le courrier à l'exploitant de l'inspection des installations classées en date du 22 février 2008 ;
- VU les éléments nouveaux d'appréciation fournis par l'exploitant le 21 avril 2008 ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 mai 2008 ;
- VU l'avis du CODERST en date du 17 juin 2008 ;

CONSIDERANT la nécessité de fixer les conditions de suivi post exploitation du site en référence à l'article 51 de l'arrêté du 09 septembre 1997 susvisé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er

La Société SITA CENTRE EST, dont le siège social est situé 5 rue de la Goulette BP 68 21850 SAINT-APOLLINAIRE, est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté complémentaire dans le cadre du suivi post exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux dite de « MONTJALIN » sise sur le territoire de la commune de SAUVIGNY LE BOIS au lieudit « Les Prés Cadioux ».

Article 2 – Actes administratifs abrogés

Sont abrogés les actes administratifs susvisés suivants :

- l'arrêté préfectoral D1-83-34 du 19 janvier 1983 ;
- l'arrêté préfectoral DCLAE-B1-1991-222 du 30 décembre 1991 ;
- l'arrêté préfectoral DCLD-B1-1993-176 du 23 août 1993 ;
- l'arrêté préfectoral DCLD-B1-1998-105 du 07 mai 1998.

Article 3 – Prescriptions modifiées

Sont modifiées et remplacées par les dispositions du présent arrêté les dispositions édictées aux articles 2 à 13 de l'arrêté préfectoral D1-79-170 du 20 mars 1979 susvisé.

Article 4 – Situation administrative

L'installation visée à l'article 1 est en suivi post exploitation depuis le 01 janvier 2000, date à laquelle n'ont plus été admis de déchets sur le site, et jusqu'au 01 janvier 2030.

Article 5 – Situation géographique

L'installation est sise sur les parcelles cadastrées section ZO n° 59 et 61 au lieudit « Les Prés Cadioux » de la commune de SAUVIGNY LE BOIS.

L'installation couvre une superficie de près de 8,8 ha.

Article 6 : Aménagement du site

6.1 Information du public à l'entrée du site

A proximité immédiate de l'entrée principale du site, l'exploitant doit placer un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont inscrits, dans l'ordre suivant :

- la désignation suivante : « Installation de stockage de déchets » ;
- le numéro et date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les mentions : « Accès interdit sans autorisation » et « Informations disponibles à » suivies de l'adresse de l'exploitant et du maire de la commune d'implantation.

6.2 Caractéristiques de la couverture finale du site

La couverture finale du site doit présenter les caractéristiques suivantes. Elle doit comporter du bas vers le haut :

- une couche de 80cm d'épaisseur de matériaux argileux présentant une perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s ;
- une couche de terre végétale de 30 cm d'épaisseur.
- un réseau de drains de surface visant à favoriser l'écoulement des eaux de ruissellement non impactées par des déchets vers l'extérieur du site ;

Un contrôle par sondage représentatif doit être réalisé pour s'assurer de la conformité à ces caractéristiques sous un délai de six mois.

La couverture du site doit être reprise en conséquence pour satisfaire à ces conditions sous un délai de deux ans.

Dès lors que la production de biogaz sera devenue négligeable et/ou deux années avant la fin de la période de suivi post exploitation, l'exploitant prendra toutes dispositions visant à limiter la percolation des eaux dans le massif de déchets et à maintenir une pression hydraulique inférieure à 30 cm en fonds de casiers.

6.3 Conditions de réaménagement du site

La topographie finale du site doit permettre la circulation et l'évacuation des eaux superficielles de ruissellement vers l'extérieur du site. A cet effet :

- le profil final de réaménagement du site doit présenter :
 - une pente minimale de 5 %
 - et les points culminants du site s'établissent :
 - à 282 m NGF maximum suivant une dorsale orientée sud-ouest / nord-est ;
- Le site doit être re-profilé, pour satisfaire à ces conditions, sous un délai de deux ans.

Un relevé topographique doit en justifier.

La couverture finale doit être re-végétalisée autant que nécessaire.

Le site doit être maintenu en l'état notamment au cas de tassements différentiels.

Un suivi topographique bi-annuel doit en témoigner.

Les relevés topographiques sont établis à l'échelle 1/500^{ème} avec une courbe de niveau tous les mètres.

6.4 Clôture de l'installation

L'installation est clôturée sur toute sa périphérie.

La clôture d'une hauteur minimale de 2 m doit empêcher l'accès délibéré à l'installation.

Le bassin de stockage des lixiviats mentionné au point 8.2.2 et la torchère mentionnée au point 7.2 doivent être clôturés de manière spécifique.

6.5 Conditions de remise en état final du site

L'exploitant doit définir les conditions de remise en état final du site au terme de la période de suivi post exploitation.

Le dossier à constituer, et à adresser en préfecture, sous un délai de deux ans, doit proposer :

- des dispositions techniques visant à limiter la percolation des eaux dans le massif de déchets et à maintenir sur le long terme une pression hydraulique inférieure à 30 cm en fonds de casiers ;

- et un aménagement paysager visant à insérer le site dans son environnement naturel.

Pour finaliser le réaménagement du site l'exploitant devra a minima :

- supprimer le réseau de collecte du biogaz et la torchère dès lors que la production de biogaz sera devenue négligeable et ne permettra plus à la torchère de le brûler du fait de sa trop faible affluence ;
- supprimer le réseau de collecte des lixiviats dès lors que la pression hydraulique en fonds de casiers sera stabilisée à moins de 30 cm sans pompage pendant douze mois consécutifs ;
- reboucher le bassin de stockage des lixiviats, tous les puits de collecte de lixiviats et de biogaz, et supprimer toutes les clôtures au terme du suivi trentenaire.

Article 7 : Prévention de la pollution atmosphérique

7.1 Conditions de captation du biogaz

Le biogaz produit par l'installation est capté par un réseau de drainage des émanations gazeuses adapté, conçu et dimensionné de façon optimale permettant son acheminement vers une installation de destruction par combustion.

Le réseau de drainage et captage de biogaz est constitué :

- de vingt trois puits verticaux a minima ;
- d'un réseau de canalisations étanches les reliant et aboutissant à une torchère.

Ce réseau doit être optimisé.

Un audit gaz est à effectuer à cet effet et à adresser à l'inspection des installations classées sous un délai d'un an.

Après validation par l'inspection des installations classées les moyens retenus seront à mettre en œuvre sans délai.

7.2 Conditions de rejets

La canalisation de rejets d'effluents gazeux de la torchère doit être pourvue d'un point de prélèvement d'échantillons et de points de mesure conformes à la norme NFX 44052.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

7.3 Conditions de fonctionnement de la torchère

Le biogaz capté sur l'installation est brûlé dans une torchère qui doit présenter les caractéristiques suivantes :

- température de combustion optimisée par rapport à la production et aux caractéristiques du biogaz produit par l'installation ;
- capacité de traitement adaptée à la production de biogaz de l'installation ;
- fonctionnement asservi à la production de biogaz.

7.4 Suivi des installations de captage et d'élimination du biogaz

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

7.5 Valeurs limites de rejets

Les gaz émis à l'atmosphère en sortie de torchère doivent respecter la valeur limite de 150 mg/Nm³ pour le CO, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pressions (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

Tout dépassement de la valeur limite de 150 mg/Nm³ pour le CO nécessite que l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées et lui propose les mesures adaptées nécessaires.

7.6 Contrôle et entretien du réseau de collecte et d'élimination du biogaz

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs :

- du fonctionnement optimal et de l'étanchéité du réseau de collecte du biogaz ;
- du fonctionnement optimal de la torchère.

Article 8 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

8.1 Conditions de collecte des eaux de ruissellement

8.1.1 Réseau de collecte des eaux pluviales de ruissellement externes au site

Pour ses parties susceptibles de recevoir des eaux externes le site doit disposer de fossés extérieurs de collecte de ces eaux ou de dispositifs équivalents (drainage ...).

L'exutoire de ces eaux est le ru de CERCE par le biais d'un fossé qui longe le chemin communal au sud du site. Le point de rejet de ces eaux au fossé susmentionné est repéré R2 au plan annexé.

Ces fossés ou dispositifs sont entretenus et curés autant que nécessaire pour favoriser l'écoulement gravitaire des eaux.

Le conduit busé qui traverse le site du nord au sud doit être colmaté par des tampons étanches de manière à supprimer tout écoulement au niveau de son émissaire de rejet en bordure sud-est du site.

8.1.2. Réseau de collecte des eaux pluviales de ruissellement internes au site

Les eaux pluviales de ruissellement internes au site sont collectées via un réseau de fossés périphériques à l'installation ,aux endroits où il est possible techniquement d'en implanter, ou dispositifs de drainage équivalents .Les fossés sont entretenus et curés autant que nécessaire pour favoriser l'écoulement gravitaire des eaux.

Ces eaux se regroupent en un point unique au sud-ouest du site repéré R1 au plan annexé.

8.2 Conditions de collecte, stockage et élimination des lixiviats

8.2.1 Modalités de collecte des lixiviats

Les lixiviats présents en fonds de casiers sont collectés par pompage de manière à respecter une hauteur de charge hydraulique maximale de 30 cm en fonds de casiers et dans chaque puits de pompage.

Les lixiviats stockés en excès sur le site doivent être éliminés dans les meilleurs délais afin d'assurer le respect de cette disposition. L'exploitant doit disposer pour se faire de moyens adaptés et optimisés.

Une étude est à réaliser à cet effet et à adresser à l'inspection des installations classées sous un délai de six mois.

Elle doit définir les moyens à mettre en œuvre avec échéanciers de réalisation.

Après validation par l'inspection des installations classées les moyens retenus seront à mettre en œuvre sans délai.

Un bilan de l'efficacité des moyens mis en oeuvre sera établi au bout d'un an.

Les conditions ayant présidées au pompage seront enregistrées sur un registre ouvert à cet effet (pour chaque puits équipé relevé mensuel des hauteurs de charges hydrauliques , volume global pompé chaque mois et pluviométrie mensuelle).

Au cas d'insuffisance des résultats obtenus les moyens mis en œuvre devront être complétés.

8.2.2. Modalités de stockage des lixiviats

Les lixiviats produits par l'installation sont stockés en attente d'enlèvement dans un bassin de stockage étanche, équipé d'une membrane PEHD de 2 mm d'épaisseur, de capacité minimale de 200 m3 et implanté sur l'installation.

Ce bassin est équipé d'une échelle de corde ou équivalent.

8.2.3 Modalités d'élimination des lixiviats

Ils peuvent être traités ou éliminés de la manière suivante :

- soit traités dans une station d'épuration collective sous réserve que celle-ci soit apte à les recevoir et les traiter dans de bonnes conditions et sans nuire à la dévolution des boues de ladite station ;
 - soit éliminés en tant que déchets dans une installation autorisée à les recevoir au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.
- a) Cas de traitement dans une station d'épuration collective, les conditions suivantes doivent être réunies :
- la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration doit être démontrée. A cet effet, une étude doit en justifier ;
 - une convention doit être établie entre le producteur du déchet et l'exploitant de la station. Cette convention doit préciser :
 - ✓ le flux de lixiviats admissibles sur la station ;
 - ✓ les conditions d'approvisionnement et de livraison des lixiviats ;
 - ✓ les moyens à mettre en œuvre pour les accepter sur la station ;
 - ✓ les caractéristiques des lixiviats acceptables dans la station et les éléments constitutifs qui sont indésirables ;
 - ✓ la fréquence des analyses nécessaires et les paramètres à analyser ;
 - ✓ les causes de refus éventuel par l'exploitant de la station.
- Elle doit être adressée dès signature à l'inspection des installations classées

b) Cas d'élimination des lixiviats en tant que déchets

Leur enlèvement doit faire l'objet de l'établissement d'un bordereau de suivi de déchets générateurs de nuisances.

Les bordereaux et documents justificatifs de l'élimination réglementaire de ces déchets doivent être conservés à disposition de l'inspection des installations classées, sur l'installation.

8.3 Conditions de rejet des eaux de ruissellement internes au site au milieu récepteur

Les eaux de ruissellement internes du site sont rejetées en continu au milieu récepteur.

L'exutoire de ces eaux est le ru de CERCE via un fossé externe qui longe le chemin communal au sud du site.

Elles ne peuvent être rejetées au milieu naturel que si les résultats d'analyses, effectuées en application de l'article 9.4.3, sont conformes aux limites fixées à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 09 septembre 1997 modifié susvisé.

En cas de dépassement des seuils, l'inspection des installations classées devra en être immédiatement avertie et l'exploitant devra proposer des solutions pour remédier à ce problème.

8.4 Modalités d'entretien et de contrôle de l'état des réseaux

8.4.1 Curage du bassin de stockage des lixiviats

Le bassin de stockage des lixiviats doit être curé tous les deux ans.

Les boues de curage de ce bassin doivent être éliminées dans des filières d'élimination autorisées.

Une analyse de leur composition doit permettre d'en justifier.

Un premier curage doit être effectué sous un délai de six mois.

8.4.2. Intégrité de la géomembrane qui équipe le bassin de stockage des lixiviats

L'état d'intégrité de la géomembrane PEHD qui équipe le bassin de stockage des lixiviats doit être vérifié tous les deux ans par un organisme compétent.

Une dérogation au respect des 30 cm de charge hydraulique en fonds de casiers est accordée à cette occasion dès lors que les opérations de curage et de contrôle sont effectuées consécutivement.

Un premier contrôle doit être effectué sous un délai de six mois.

8.5 Réseau de contrôle des eaux souterraines et de surface

8.5.1 Le réseau de contrôle

Le réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines est constitué des piézomètres suivants :

- d'un ou plusieurs piézomètre(s) amont(s) dont les emplacements et les caractéristiques sont à définir par un hydrogéologue tiers compétent ;
- des trois piézomètres existants F1, F2 et F3 repérés sur le plan annexé.

Pour satisfaire à cette disposition l'exploitant doit donc solliciter l'avis d'un hydrogéologue tiers compétent sous un délai de deux mois.

L'hydrogéologue retenu devra dans son rapport :

- confirmer l'existence d'une ou plusieurs nappe(s) au droit du site ;
- déterminer les conditions d'implantation et de réalisation du ou des piézomètre(s) représentatif(s) de l'amont hydraulique du site et non impactable(s) par l'activité ;
- donner un avis sur la suffisance du réseau de suivi piézométrique ainsi défini pour apprécier l'impact de l'activité sur la ou les nappes souterraines présentes au droit du site ;
- définir les conditions de remise en état éventuel du réseau existant.

Le rapport qu'il établira sera communiqué à l'inspection des installations classées sous un délai de trois mois après le début de la mission.

Dès validation par l'inspection des installations classées l'exploitant devra mettre en œuvre les préconisations retenues.

8.5.2 Entretien du réseau

Les piézomètres doivent être régulièrement nettoyés (a minima une fois tous les 5 ans) afin d'assurer leur décolmatage et faciliter leur alimentation par la nappe qu'ils captent.

Cette opération doit être réalisée sous un délai d'un an.

Article 9 : Modalités de suivi de l'installation

9.1 Programme d'auto surveillance

Dans le cadre du suivi post exploitation de l'installation le contenu minimum du programme d'auto surveillance de l'installation est défini aux points suivants ainsi que la fréquence des données d'envoi des résultats d'auto surveillance à l'inspection des installations classées.

9.2 Auto surveillance des rejets atmosphériques

9.2.1 Caractéristiques du biogaz produit par l'installation

L'exploitant doit déterminer périodiquement la composition du biogaz capté sur l'installation. Les prélèvements effectués doivent être représentatifs des émissions de l'ensemble du site.

Chaque analyse doit porter sur les paramètres suivants : CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O.

Les analyses doivent être réalisées conjointement avec des mesures de la pression atmosphérique.

La fréquence des analyses est semestrielle concernant les paramètres CH₄, CO₂ et O₂ et annuelle concernant les paramètres H₂O, H₂S et H₂.

9.2.2 Condition de surveillance des gaz en sortie de torchère

L'exploitant fait procéder, à ses frais, au contrôle des gaz de combustion rejetés en sortie de torchère.

Le contrôle porte sur les paramètres CO et SO₂.

La fréquence de contrôle est annuelle.

Les prélèvements sont effectués par un organisme extérieur compétent, choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

L'organisme chargé des analyses doit être un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

9.3 Caractéristiques des lixiviats

9.3.1 Suivi quantitatif

Une comptabilité mensuelle des lixiviats produits par l'installation doit être établie et tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

A cet effet l'exploitant doit procéder à un relevé mensuel des hauteurs de charge dans chaque casier et puits de pompage ainsi que dans le bassin de stockage des lixiviats.

L'exploitant doit établir, sous un délai de trois mois, et tenir à jour un état quantitatif dûment justifié des lixiviats présents en fonds de casier.

Un état des stocks détenus sur le site doit ensuite être établi semestriellement.

L'exploitant doit communiquer à l'inspection des installations classées, sous un délai de trois mois, une proposition d'échéancier d'élimination des lixiviats présents en fonds de casiers, et produits par l'installation, dûment justifiée.

Dès lors que cette proposition sera validée par l'inspection des installations classées il devra en respecter les termes.

9.3.2 Suivi qualitatif

Les lixiviats produits par l'installation doivent être analysés annuellement pendant la période de suivi post-exploitation.

Les analyses doivent être effectuées suivant des méthodes normalisées. Une fois par an, ces mesures doivent être réalisées par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement.

Les paramètres à analyser sont les suivants :

- résistivité pH, M.E.S.T., C.O.T., D.C.O, DBO5, N.G.L. (NTK + NO₂ + NO₃), phosphore total, phénols, métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al), chrome hexavalent, Cd, Pb, Hg, As, fluor et composés (en F), cyanures libres, hydrocarbures totaux, composés organiques halogènes (en AOX ou EOX) ;
- les PCB (les sept principaux : 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180) ;
- les HAP suivants (fluoranthène, benzo (1) fluoranthène, benzo (a) pyrène).

Sur demande argumentée de l'exploitant auprès de l'inspection des installations classées et à la lumière des résultats des premières campagnes, la fréquence et le spectre des analyses pourront être revus. Toute modification sera entérinée par un accord écrit de l'inspection des installations classées.

9.4 Surveillance des effets sur l'environnement

9.4.1 Conditions de prélèvements, d'analyses et de mesures piézométriques

Les prélèvements d'eaux et relevés piézométriques doivent être réalisés conjointement par un organisme tiers compétent.

L'exploitant doit passer, avec l'organisme choisi, une convention précisant a minima :

- la nature de l'intervention
- le nombre, l'emplacement et les caractéristiques des points de contrôle ;
- les conditions de prélèvement et d'analyses ;
- la fréquence des interventions ;
- les paramètres à mesurer ;
- les normes de référence des analyses.

La convention doit être adressée à l'inspection des installations classées dès signature. Les modalités de prélèvements, d'échantillonnages et de conditionnement des échantillons doivent être effectuées selon les règles de bonne pratique, conformément aux recommandations du fascicule de documentation AFNOR-DF-X31-615 de décembre 2000.

Les analyses doivent être effectuées, suivant des méthodes normalisées, par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement.

9.4.2 Surveillance de la (ou des) nappe(s) souterraine(s)

9.4.2.1 Suivi piézométrique

Un suivi mensuel du niveau piézométrique de la (ou des) nappe(s) souterraine(s) doit être réalisé sur l'ensemble des points de contrôle. Il doit permettre d'établir l'amplitude des variations de son (de leurs) niveau(x) piézométrique(s), la (leurs) direction(s) et son (leurs) gradient(s) d'écoulement, au droit de la décharge, en périodes de basses eaux et de hautes eaux.

La fréquence peut être modifiée suivant avis de l'inspection des installations classées sur demande argumentée.

9.4.2.2 Contrôle de la qualité de cette (ces) nappe(s)

Un suivi analytique semestriel des eaux de cette (ces) nappe(s) doit être réalisé sur tous les piézomètres définis à l'étude hydrogéologique réalisée en application de l'article 8.5.1.

Les prélèvements doivent être effectués en périodes de basses et hautes eaux.

Le suivi doit porter sur les paramètres suivants : température, pH, conductivité, potentiel d'oxydoréduction, oxygène dissous, NO₂⁻, NO₃⁻,

Cl-SO₄²⁻, PO₄³⁻, K⁺, Na⁺, Ca²⁺, Mn³⁺, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Cd, hydrocarbures totaux, DCO, HAP (01 à 16), streptocoques fécaux, salmonelles.

9.4.3 Surveillance des eaux pluviales de ruissellement internes au site

Un suivi analytique semestriel de ces eaux doit être effectué sur des prélèvements réalisés au point de prélèvement R1 identifié au point 8.1.2 ci-avant.

Le suivi analytique doit porter sur les paramètres suivants : température, pH, conductivité, potentiel d'oxydoréduction, oxygène dissous NO₂⁻, NO₃⁻, Cl⁻, SO₄²⁻, PO₄³⁻, K⁺, Na⁺, Ca²⁺, Mn³⁺, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Cd, hydrocarbures totaux, DCO, HAP (01 à 16), streptocoques fécaux, salmonelles.

9.4.4 Bilan hydrique de l'installation

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont reportés tous les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation.

Un bilan hydrique est réalisé annuellement.

9.4.5 Rapports de contrôle et résultats d'analyses

Le mode de présentation des résultats d'analyse des eaux souterraines doit comporter les éléments nécessaires à leur évaluation et notamment doit permettre :

- pour une même date, la comparaison des résultats d'analyse dans les différents points de contrôle, en amont et en aval hydraulique du site ;
- l'analyse des tendances d'évolution dans le temps des résultats d'analyse des eaux souterraines pour chacun des points de contrôle ;
- l'interprétation des résultats d'analyse en tenant compte des conditions hydrogéologiques locales, notamment de la piézométrie et de la pluviométrie et du niveau de précision lié à la méthode analytique fournie par le laboratoire ;
- de confirmer le sens d'écoulement de la (ou des) nappe(s) existantes.

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant en informe sans délai le préfet et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée.

9.4.6 Conditions de transmission des résultats à l'inspection des installations classées

Tous les rapports de contrôle et résultats d'analyse doivent être accompagnés des commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les éventuelles anomalies observées, puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence.

Les résultats d'analyse et rapports de contrôle doivent être communiqués à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réalisation, en fonctionnement normal et, sans délai, au cas de dysfonctionnement relevé.

Annuellement, une synthèse des résultats de tous les contrôles et analyses doit être établie et communiquée à l'inspection des installations classées, accompagnée de tous commentaires nécessaires à leur compréhension.

Article 10 – Délais et voies de recours

L'exploitant peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas 21000 DIJON, compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou d'un recours hiérarchique M. le Ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, ce qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet). Le délai de recours d'un tiers est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 11 – Publication

Conformément aux dispositions de l'article L 512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de SAUVIGNY LE BOIS pendant une durée minimum d'un mois.

Une copie de l'arrêté sera conservée aux archives de cette mairie et pourra être consultée, sans frais, par les personnes intéressées.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces deux formalités sera dressé par le maire de SAUVIGNY LE BOIS et renvoyé à la Préfecture de l'Yonne (Direction des Collectivités et du Développement Durable– Service du Développement Durable).

Un extrait de cet arrêté sera également publié, par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux.

Article 12 – Exécution

Une copie du présent arrêté notifié par la voie administrative à M. le Directeur de la Société SITA CENTRE EST, chargé d'afficher en permanence et de façon visible dans l'installation un extrait de cet arrêté, sera adressée :


- au secrétaire général de la sous-préfecture d'Avallon,
- au maire de SAUVIGNY LE BOIS,
- au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, inspecteur des installations classées,
- à la directrice régionale de l'environnement de Bourgogne,
- au chef de la subdivision de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de l'Yonne,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales (inspection de la santé),
- au directeur département de l'équipement,
- au directeur départemental du travail et de l'emploi,
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, ingénieur en chef du génie rural (service hydraulique),
- au directeur départemental de la concurrence, de la consommation, de la répression des fraudes,

- au président du conseil général de l'Yonne,
- au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Fait à Auxerre, le **29 JUL. 2008**

Pour le Préfet,
Le Sous Préfet,
Secrétaire général de la préfecture


Maurice DACCORD

